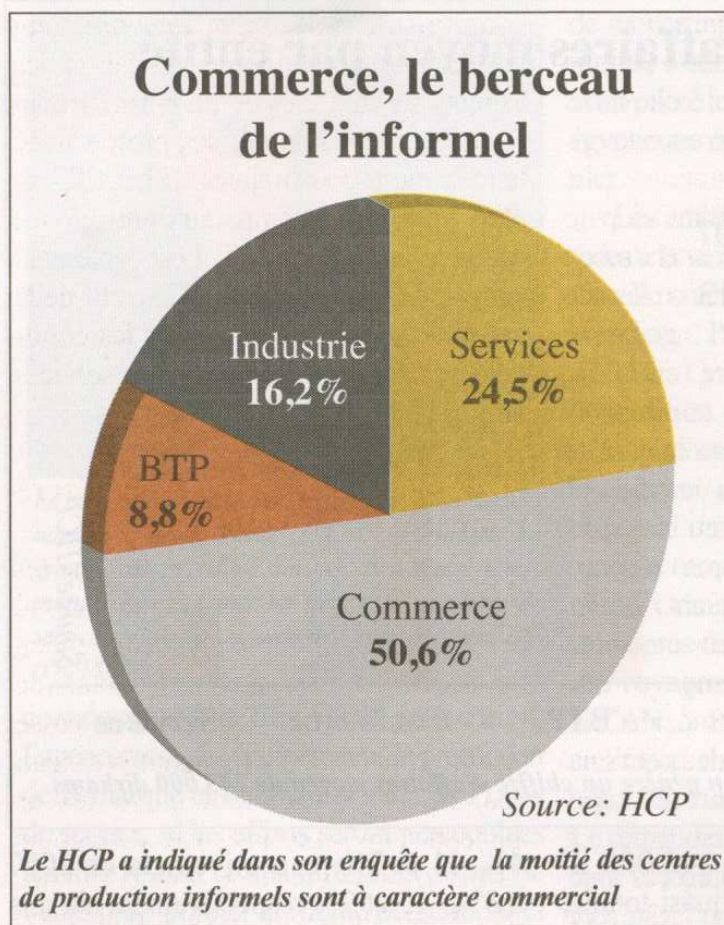


40% du PIB dans l'économie informelle

- L'enquête actualisée du HCP l'estime à 410 milliards de DH
- Le commerce et l'industrie, deux activités en pointe
- La production a enregistré une hausse de 8%

LE secteur informel continue de gêner les affaires et fait perdre à l'Etat des milliards de dirhams de recettes. Avec un chiffre d'affaires estimé à 410 milliards de dirhams, en hausse de 6,5% par rapport à l'enquête de 2007. Le Haut commissariat au plan (HCP) a indiqué dans son étude, réalisée entre 2013 et 2014, que le nombre des centres de production informels s'élève à 1,68 million, en progression moyenne de 19.000 nouvelles unités par an contre 40.000



en 2007. Plus de la moitié de cette production est enregistrée dans le commerce qui continue à dominer. L'industrie arrive en deuxième position avec une part de 16%. Alors que le reste trouve refuge dans le BTP et les services.

La majorité des activités (plus d'une entité sur deux (51%) opère dans les secteurs du BTP, des services et du commerce) est sans domicile fixe. Celles domiciliées dans des locaux professionnels sont plus présentes dans l'industrie. Plus de 80% de l'ensemble des centres de production et moins de 40% de ceux qui disposent d'un local

déclarent ne pas s'acquitter de la taxe professionnelle.

Quant à la production du secteur informel, elle a enregistré une hausse de 8% à 185 milliards de dirham. Les activités commerciales, notamment celles de détail, y contribuent pour près de 35% (2013) contre 37% en 2007. La même tendance est enregistrée au niveau du secteur industriel et des services. En revanche, la production du BTP a stagné autour de 18% durant les deux enquêtes.

Par ailleurs, le principal débouché de la production du secteur informel est constitué par les ménages. En 2013, 78% de ses ventes sont destinées à ce segment, 21% aux entreprises informelles et le reste aux entreprises «formelles». En parallèle, près de la moitié (49%) des ventes des centres de production opérant dans l'industrie sont destinées aux autres unités informelles, une proportion qui atteint 8% pour les centres de production exerçant dans le BTP. ➡➡➡

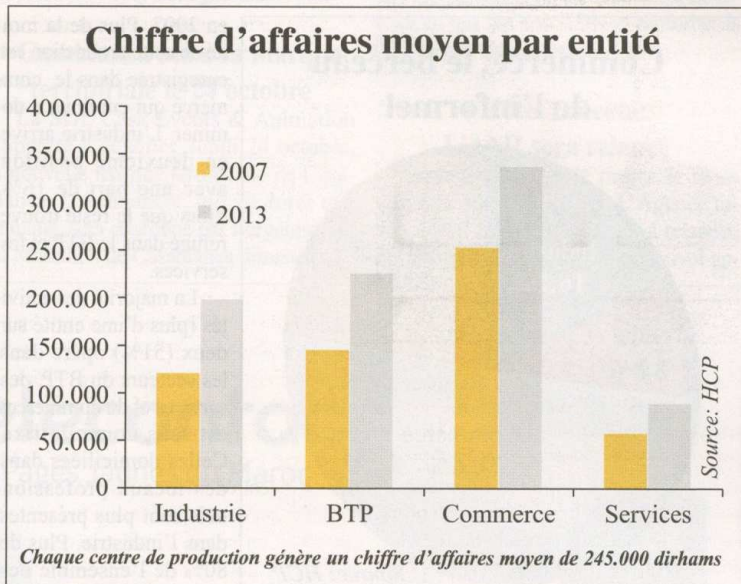
ANALYSE

40% du PIB dans l'économie informelle

Fiche technique de l'enquête

LA troisième enquête lancée par le HCP couvre les lieux de production non agricole qui ne disposent pas d'une comptabilité selon les normes en vigueur au Maroc. Elle a été réalisée entre juin 2013 et mai 2014. Il s'agit d'une approche mixte qui associe les ménages et les producteurs informels. Cette méthode, qui a mobilisé 160 cadres, se décline en trois phases. La première a pour objectif d'identifier les lieux de production informelle à travers une autre source. Pour cela, le HCP comme dans plusieurs pays s'est focalisé sur l'enquête nationale sur l'emploi (60.000 ménages) qui sert comme base. Quant à la deuxième étape, elle permet de visiter ces centres informels afin de décrire leur activité et leur situation par le biais d'un questionnaire. La dernière phase est une étape qui permet de mesurer la satisfaction de la consommation des ménages à travers ces centres de production. Sur la base de tous ces éléments, le HCP a dégagé un échantillon de 10.085 centres de production informels. Par ailleurs, les activités illicites ou illégales ne font pas partie du champ de l'enquête. □

En 2013, les unités de production informelles ont affiché un chiffre d'affaires



affaires moyen de près de 245.000 dirhams. Les unités sont en quasi-totalité de petites et micro-entreprises. Cette moyenne est beaucoup plus élevée dans les activités commerciales (337.000 dirhams) et a son minimum dans les services qui s'élève à 90.000 dirhams. Le commerce continue à constituer l'activité la plus importante de l'économie souterraine malgré un ralentissement enregistré par rapport à la dernière enquête. En revanche, les parts du chiffre d'affaires générés par les activités informelles du BTP, de l'industrie et des services se sont améliorées, passant de 4%, 11 et 7% respectivement en 2007 à 8%, 13 et 9% respectivement six ans plus tard.

Malgré une amélioration par rapport à la dernière étude (2007), le niveau scolaire des dirigeants de ces centres informels demeure faible. Plus des deux tiers des sondés ont fréquenté l'enseignement préscolaire ou primaire, 28% n'ont pas dépassé le secondaire. Alors que seulement 3% des chefs ont un niveau supérieur. Avant de réaliser leurs projets, les trois quarts des chefs de ces centres exerçaient déjà une activité. Parmi ceux qui avaient exercé une acti-

tivité, 70% étaient salariés et 20% indépendants relevant pour près de 90% du secteur informel. Dans la création de ces lieux, pour 83%, il s'agit d'une initiative individuelle.

L'investissement des centres de production informels s'élève à 3,4 milliards de dirhams contre 2,7 milliards en 2007, une progression moyenne de 3% par an avec une petite contribution (1%) dans la formation brut du capital fixe. La moitié de ces investissements provient des services. La contribution des activités informelles s'élève à 12% de la production nationale. Plus de la moitié de cette production est réalisée par le secteur commercial.

Côté emploi, la sphère informelle a absorbé une main-d'œuvre de 2,4 millions de personnes. En progression de 24.000 postes par an. Dans ce cadre, les 233.000 chefs de centres emploient 420.000 salariés. Ce qui a généré 11,4 milliards de dirhams de salaires. Cela représente près de 4% de la rémunération salariale nationale. □

Soufiane NAKRI

Les «fausses» motivations

L'ENQUÊTE réalisée par le HCP a fait ressortir également la perception de l'exercice d'une activité informelle auprès des chefs des centres de production. L'indépendance est le principal avantage qui motive cette population de continuer à travailler dans ce secteur. En revanche, ils ont déclaré que l'avenir de leurs activités demeure incertain et ils ne veulent pas transmettre leur entreprise à un membre de la famille.

Pour financer de nouvelles créations, 80% des patrons ont eu recours à l'autofinancement. Le reste déclare avoir contacté des crédits bancaires (11% dans l'industrie et 5,9% dans le BTP). Globalement, le manque de liquidité est le principal obstacle rencontré par les propriétaires de ces centres. D'un autre côté, un chef sur dix déclare avoir eu des problèmes avec les agents d'administration.

Côté perspective, un dirigeant sur deux pense que le principal moyen de se développer est l'augmentation du capital investi. Alors que le reste estime que l'emplacement et l'amélioration de la qualité de la production constituent les principaux facteurs de développement. □